



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## DE L'INTÉRÊT DES ÉTUDES RÉGIONALES

### 1. Comprendre les mécanismes du développement de l'agriculture

Les deux études que l'on vient de lire avaient comme objectif, chacune à sa manière et sur son propre champ, de contribuer à la connaissance des mécanismes qui sont au cœur même des transformations récentes de l'agriculture française, qu'il s'agisse de l'encadrement technique et idéologique des agriculteurs et du rôle et de l'impact des organismes de développement, de l'influence des entreprises et des capitaux sur l'organisation de la production agricole et agro-alimentaire, de la structuration de la paysannerie en couches sociales ou encore de l'évolution des systèmes de production, notamment en élevage intensif.

Leur intérêt final se révèle cependant plus large. En effet, le rapprochement des observations réalisées en Bretagne et en Franche-Comté fait bien apparaître la dialectique entre les spécificités historiques et régionales et la pression uniformisante de la croissance économique capitaliste sur les conditions de production en agriculture. L'approche retenue - une analyse fine des changements qui se produisent à un échelon géographique assez restreint et des rapports qui s'établissent entre les différents acteurs agricoles, industriels, commerciaux ou autres - se montre fort utile à la compréhension générale du développement de l'agriculture et des mouvements de différenciation régionale et sociale qui lui sont associés.

On observe également que les *deux démarches méthodologiques*, établies de manière indépendante, permettent d'atteindre des objectifs finals proches - en gros, l'analyse du développement agricole régional - à partir d'angles d'attaque différents, mais en définitive, complémentaires.

#### 1.1. En Franche-Comté, la méthodologie repose sur la prise en compte privilégiée de deux mécanismes fondamentaux et de leurs relations : les processus de *différenciation sociale dans la paysannerie* et les modalités d'*accumulation du capital dans la chaîne agro-alimentaire*.

La mise en évidence des différenciations sociales passe par l'étude des formes du développement des exploitations : il s'agit d'abord d'analyser les différentes combinaisons productives et de comprendre comment elles se modifient dans le temps. Parallèlement, l'analyse ne peut être restreinte aux seuls mécanismes internes aux exploitations et doit englober la nature et la stratégie des capitaux avec lesquels les couches sociales agricoles sont en relation. Non seulement les capitaux ne s'accumulent pas indépendamment des modalités de la différenciation dans la paysannerie, mais dans leur stratégie d'accumulation, ils *orientent* également celles-ci. Par ailleurs, les objectifs, les intérêts et les contraintes ne sont pas les mêmes selon que l'on a affaire à du capital industriel ou à du capital commercial ... Cela suppose d'étudier concrètement les différentes situations de rapport au marché.

Au total, de cette manière, c'est bien la logique de fonctionnement d'un système social de production que l'on se donne les moyens de comprendre : saisir la dynamique des rapports sociaux qui s'instaurent entre agents économiques dans un secteur de production et un espace donnés. Une telle approche amène à resituer dans un contexte de rapports de force et d'enjeux économiques régionaux l'intervention de la puissance publique et des organisations agricoles dont on est alors mieux à même d'apprécier l'impact.

#### 1.2. Dans le Morbihan, la base méthodologique de l'étude est différente ; elle prend appui sur la notion de « *développement agricole* », à travers ses multiples acceptions.

Une agriculture donnée, dans un cadre local ou régional, évolue, se transforme, se « développe » au cours du temps. Il faut donc, d'abord, caractériser avec pertinence les changements qu'elle connaît. Dans un second temps, on cherche à repérer quels sont les agents et les forces qui orientent, impulsent ou freinent ces changements. La méthode ne peut se réduire à une analyse institutionnelle de l'appareil de développement, mais doit prendre en compte les autres structures et organismes qui, tout en poursuivant des objectifs spécifiques, provoquent par leurs interventions des modifications des façons de faire et de produire en agriculture. L'influence des pouvoirs publics aussi bien que l'action et la stratégie des firmes agro-alimentaires méritent de ce point de vue une attention particulière.

Enfin, il faut examiner de quelle manière les agriculteurs agissent et réagissent par rapport à un mouvement qui les entraîne et/ou qu'ils entraînent. En d'autres termes, quels rapports s'établissent entre les impulsions au changement reçues de l'extérieur et les propres aspirations des paysans et de leur famille, compte tenu de leur situation économique, sociale, culturelle. Ceci conduit à une analyse en termes de différenciations sociales du processus de croissance et de développement des exploitations agricoles et de l'agriculture régionale.

**1.3.** Malgré des points de départ différents, les modes d'appréhension de la réalité sociale aussi bien que les domaines couverts par les deux études en arrivent à se recouper largement. D'un côté, en Franche-Comté, l'analyse du développement de l'agriculture régionale à partir des mécanismes d'accumulation conduit à prendre en compte les acteurs, les groupes sociaux, les institutions qui les ont portés et à s'interroger sur leur rôle respectif. A l'inverse, dans le Morbihan, on ne peut se contenter d'une approche institutionnelle ou sociologique ; il importe aussi de dégager la nature et la signification des transformations économiques qui ont affecté l'agriculture départementale et la façon dont les diverses catégories d'agriculteurs et les partenaires d'amont et d'aval ont été impliqués.

En définitive, dans leur complémentarité, les méthodes utilisées, dont il faut rappeler la référence commune au cadre régional, pourraient faire office de grille d'analyse utilisable sans doute dans bien d'autres recherches sur la dynamique d'économies agricoles prises à des niveaux géographiques restreints ou spécifiques.

## **2. Quelques enseignements à tirer des deux études**

La Bretagne et la Franche-Comté sont deux régions fort différentes quant à leur culture rurale, à leur histoire économique et sociale, aux conditions naturelles de l'activité agricole. Elles vont cependant participer pleinement l'une et l'autre à la modernisation de l'agriculture française, dans les années qui suivent la guerre. Sur les plateaux jurassiens comme dans le Morbihan, on observe en effet une croissance de la production agricole supérieure à la moyenne nationale, une forte accumulation du capital dans les exploitations, un recours croissant à des consommations intermédiaires achetées, un exode agricole intense, une tendance de plus en plus poussée à la spécialisation des exploitations (monoproduction laitière dans le massif du Jura, ateliers spécialisés en lait, porcs, volailles en Bretagne). Ce n'est sans doute pas un hasard si, au moment des Etats généraux du développement agricole, les préoccupations des agriculteurs du massif jurassien sont souvent apparues beaucoup plus proches de celles des Bretons que de celles des agriculteurs de Rhône-Alpes ou de Midi-Pyrénées.

Cependant, par delà ces tendances lourdes, communes aux deux régions, les formes concrètes de développement se sont révélées distinctes et illustrent la diversité même de la modernisation agricole. Elles montrent aussi la diver-

sité des groupes sociaux qui ont porté ce mouvement. Il est important de repérer et d'expliquer les modalités originales selon lesquelles chacune des régions s'est trouvée ainsi insérée dans le courant qui a profondément transformé l'économie agricole depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

**2.1.** On l'a déjà souligné, la prise en compte de la dimension historique est essentielle ; l'état dans lequel chaque région aborde le contexte nouveau de l'après-guerre explique largement les particularités ultérieures du développement régional. Ainsi, dans le massif jurassien, la spécialisation laitière, l'insertion dans l'économie marchande, la liquidation de la petite paysannerie vivrière se réalisent précocement, dès le XIX<sup>e</sup> siècle ; parallèlement, les traditions communautaires y jouent un rôle dans le processus de sélection socio-économique. Du fait de cette évolution ancienne spécifique, on n'observe pas, à proprement parler, de rupture dans la période récente, mais plutôt une *adaptation* du système de production laitière jurassien aux mutations de l'économie agricole française.

En Bretagne au contraire, et particulièrement dans le Morbihan, le décalage est beaucoup plus accentué entre le système agricole traditionnel de polyculture-polyélevage qui prévaut de 1850 à 1950 et l'agriculture actuelle fortement intensifiée et spécialisée. Toutefois, le visage de l'agriculture d'aujourd'hui tient peut-être justement à cette discordance considérable entre la routine ancienne, pratiquée sur des structures figées, qui subsistait encore après la guerre, et les incitations au progrès qui frappaient avec force à la porte des familles et des exploitations agricoles ; et si de véritables *ruptures* se sont produites dans les années 1960-70, c'est que le système ancien a littéralement éclaté sous les pressions qui le sollicitaient de plus en plus fortement.

**2.2.** Ces divergences dans l'histoire des deux régions expliquent que les acteurs du développement aient eu des rapports différents entre eux et avec le milieu agricole. Dans le Morbihan, tout était à faire ou presque, et des groupes, des institutions, des entreprises ont voulu prendre en charge, explicitement ou non, dans un but parfois intéressé, la vulgarisation, la diffusion des techniques et façons de produire nouvelles. Les conflits n'ont d'ailleurs pas manqué, par exemple entre l'administration et la profession agricole ; des domaines réservés d'intervention se sont constitués (l'aviculture industrielle pour les firmes, la production laitière pour les groupements de vulgarisation agricole) ; le mouvement de vulgarisation-développement a permis à une couche nouvelle d'agriculteurs d'accéder au pouvoir professionnel ; le champ d'action de la vulgarisation instituée s'est trouvé sans cesse en balance entre la concurrence des organismes spécifiquement économiques ou techniques et un élargissement à des préoccupations sociales et culturelles plus larges.

De la combinaison originale de toutes ces forces de transformation est né, dans le Morbihan, un type nouveau d'agriculture. En Franche-Comté, dans le massif jurassien, les mêmes incitations ont joué mais sur un substrat différent et selon des rapports de force autres, établis de longue date. Par exemple, les organismes techniques d'élevage ont joué, tout au long de la période, un rôle décisif dans la diffusion des innovations, beaucoup plus que les institutions de développement type GVA ou CETA ; ceux-ci n'apparaissent guère que comme l'écho local à des consignes nationales.

C'est une combinaison complexe de facteurs internes à l'agriculture et de facteurs situés en-dehors d'elle qui rend compte des transformations observées localement ou régionalement. La résultante des impulsions nationales, des pressions des firmes, de l'action individuelle ou organisée des agriculteurs va donner à chaque région ses caractères originaux. On ne peut comprendre l'évolution agricole du Morbihan sans se référer à la puissance du courant de la vulgarisation issue de la paysannerie même ou à l'intrusion massive du

capital agro-alimentaire, de même qu'en Franche-Comté, le poids des associations d'éleveurs et la forme spécifique du fonctionnement de la filière lait sont essentiels à prendre en compte. Ceci n'empêche pas l'une et l'autre région d'être soumises par ailleurs aux mesures générales de politique agricole, aux forces globales d'évolution de l'agriculture française.

### 2.3. L'analyse aboutit en définitive à la mise en évidence de cas spécifiques d'architecture des rapports sociaux de production en agriculture.

2.3.1. A grands traits, on peut définir en *Bretagne* le moteur du développement agricole régional comme la *rencontre d'une nouvelle élite productive paysanne et du capital industriel agro-alimentaire*. La première, issue des petites et moyennes exploitations, en rupture avec les anciennes fractions dominantes, formée à l'école de la JAC, s'investit dans l'appareil de vulgarisation-développement et parvient à contrôler l'agriculture régionale. Le second se compose de firmes d'amont et d'aval qui accumulent à partir d'un terrain presque vierge et n'ont guère de mal à liquider les formes précédentes, souvent insignifiantes, de capital lié à l'agriculture. Les entreprises associées à l'aviiculture industrielle (pour l'alimentation du bétail notamment) montrent la voie dès le début des années 50, pour être suivies, dix ans plus tard, par l'industrie de transformation de la viande et l'industrie laitière.

On assiste dans la région à l'émergence, puis à la constitution comme forces dominantes de groupes sociaux *neufs* qui vont faire table rase du passé : l'industrie agro-alimentaire, qui favorise, sous des formes diverses, une croissance accélérée de la production agricole et les jeunes modernistes qui remettent en cause radicalement le système de production ancien. Il existe certes des relations conflictuelles entre paysans modernisés et capital industriel (crise avicole de 1963-64, grève du lait de 1972) mais aussi une convergence objective, visible dans la place occupée par la coopération, qui permet de comprendre le type de développement de l'agriculture bretonne et la transformation de la physionomie agricole régionale. Le « *modèle breton* », dont le Morbihan présente une variante caractéristique, s'est fondé sur un tel accroissement quantitatif des relations entre les producteurs et les commerçants et industriels, fournisseurs et acheteurs, que leurs intérêts sont désormais irrémédiablement liés. La seule inconnue qui persiste concerne le degré de liberté laissé à l'agriculteur dans l'organisation de sa production.

2.3.2. Dans le *massif jurassien*, le groupe social porteur de la modernisation peut être qualifié « *d'aristocratie d'éleveurs* » ; il s'agit d'agriculteurs appartenant surtout aux couches moyennes, voire aisées, de la paysannerie qui se dégagent sur la base des acquis économiques et culturels régionaux. Ce sont en quelque sorte des héritiers qui vont reprendre et valoriser dans un contexte nouveau le capital économique et le capital social, le savoir-faire qu'ils possèdent en matière de sélection animale et de techniques d'élevage. Pour eux, la modernisation ne passe pas nécessairement par un abandon du système de production ancien, à la différence de ce qui se produit en Bretagne dans les années 60.

Et il n'y aura pas rupture parce qu'une *convergence* régionale va se faire *avec les marchands*, le négoce local dont la pérennité repose sur la *stabilité de l'organisation de la production* en place. Le ciment de cette convergence est en fait le maintien d'une rente de monopole régionale et son partage entre les deux parties. Le bloc social que forment le capital marchand traditionnel et l'aristocratie paysanne de montagne joue un rôle majeur dans le mode de fonctionnement de la production laitière dans le Doubs et le Jura : les éleveurs mettent en œuvre un type de développement conforme, ou en tout cas, non contradictoire avec la logique de reproduction du petit capital marchand et, en retour, les producteurs contrôlent toujours la première transformation du

produit, ce qui leur permet de bénéficier en partie de la meilleure valorisation du lait.

**2.4. L'analyse est certes centrée sur des zones limitées, mais les enseignements que l'on en tire dépassent ce cadre géographique.**

2.4.1. Le Morbihan et la Bretagne représentent le *cas de figure classique* par lequel on résume, parfois trop vite, le développement agricole français ; les mutations s'y sont même révélées plus typées qu'ailleurs : en détruisant l'ancien, on a peut-être reconstruit plus vite.

L'explication de la spécificité bretonne est en fait multiple ; elle renvoie au conservatisme de la classe dominante traditionnelle qui a figé pendant longtemps les évolutions agricoles et s'est trouvée hors-course pour prendre en charge les nouvelles formes de production, à l'isolement économique et social ancien de la Bretagne, brutalement rompu par son insertion rapide dans la croissance industrielle, au poids idéologique de l'Eglise qui a su fournir à une génération nombreuse de jeunes agriculteurs les moyens culturels et intellectuels de réaliser leurs aspirations dans le cadre même de la profession agricole, au champ d'expansion considérable qu'a représenté pour le capital agro-alimentaire régional, national ou international, une agriculture restée jusque là très largement en dehors des courants d'échanges.

Chaque région, par son histoire, par son contexte économique, social et culturel s'est trouvée dans une situation différente à l'orée des changements qui allaient caractériser la période 1950-1980 et les lignes de force qui ont orienté l'agriculture française ont marqué de ce fait chacune d'elles d'une empreinte différente.

2.4.2. L'évolution observée dans le massif jurassien suscite à cet égard un certain nombre de parallèles régionaux qui montrent l'intérêt de comparaisons plus poussées, voire d'investigations plus approfondies. Du côté des

Du côté des systèmes de production mis en œuvre, s'ouvre une première réflexion sur la nature des organisations productives fondées sur des *systèmes régionaux de rente*. Du roquefort à la viticulture d'AOC, les secteurs où la production agricole repose principalement sur des mécanismes de protection, qui garantissent avec plus ou moins de force un monopole régional, ne manquent pas. Comment s'y est déroulée la modernisation, quels gains de productivité ont été (ou sont) réalisés dans les exploitations et selon quels mécanismes ? Quels capitaux opèrent dans ces secteurs ? Quelle est, plus généralement, la stratégie des capitaux agro-alimentaires vis-à-vis de ces structures régionales ?... Autant de points que des études effectuées dans ces régions éclaireraient, en permettant d'appréhender plus clairement la dynamique de ces systèmes de rente et leurs perspectives. Entre autres, s'il semble qu'ils correspondent en partie à des *systèmes productifs différents* des modèles dominants de la production agricole, cette différence, pour être analysée correctement, suppose une connaissance précise des conditions de mise en marché de la production agricole concernée et le repérage des enjeux noués sur ces marchés.

Du côté des groupes sociaux porteurs de formes de développement voisines de celles rencontrées en Franche-Comté, cela amène à s'interroger sur la situation des zones où le développement agricole s'est trouvé contrôlé par des « *héritiers* », qu'ils soient issus directement des anciennes fractions dominantes de la paysannerie ou qu'ils reprennent à leur compte ses acquis économiques et culturels. En restant dans le secteur de l'élevage, on pourrait déjà esquisser *deux parallèles* qui ne seraient pas dénués d'intérêt. On songe en premier lieu au « *système charolais* », qui règne sur une partie de la Bourgogne et des confins du Massif Central ; là non plus, la grande période de la modernisation n'a pas bouleversé l'organisation productive locale et elle semble aussi

avoir été portée en grande partie par des héritiers ; cela ne préjuge pas des transformations en germe depuis quelques années dans ce secteur, où l'on parle volontiers de « crise » du système charolais. Le cas de la **Normandie** pourrait également apporter un éclairage instructif ; là aussi, une élite d'éleveurs a, semble-t-il de longue date, dominé l'agriculture régionale ; mais, à la différence des montagnons jurassiens qui vont privilégier les techniques d'élevage et les innovations productives autour de la race montbéliarde, les « barons » de l'élevage normand ne veulent guère porter le mouvement de modernisation agricole : le prestige social et la « qualité » de la race normande resteront surtout attachés aux apparences des animaux - conformation extérieure, couleur de la robe, etc. - provoquant un décalage croissant avec les exigences nouvelles de l'élevage laitier. Montbéliarde, Charolaise, Normande... on notera au passage le rôle essentiel que la notion de race joue dans ces trois cas, avec tout le contenu social qu'elle recèle.

Ces deux points de vue (à partir des systèmes de production ou des groupes sociaux) ne peuvent évidemment être dissociés. En définitive, la méthode d'approche globale et le questionnement issus de ces études devraient permettre de typer d'une façon nouvelle les différentes formes du développement régional de l'agriculture française et d'en préciser les mécanismes. Cela permettrait notamment de **dépasser certaines classifications** sommaires utilisées communément aujourd'hui et à partir desquelles s'exercent, de façon différentielle, un nombre croissant de mesures de politique agricole (zones difficiles, zones défavorisées etc.).

2.4.3. L'analyse régionale du développement agricole ne se referme pas sur elle-même ; elle donne un contenu concret à l'évolution **globale** du secteur agricole et participe aussi à l'interprétation des transformations qui touchent **d'autres régions**. Pour prendre une illustration particulièrement significative, la compréhension de l'agriculture jurassienne suppose la connaissance de la dynamique propre de l'économie agricole locale, mais elle ne peut être séparée de la diffusion générale d'un modèle dominant d'intensification laitière ni de la stratégie régionale des firmes qui ont investi massivement dans l'Ouest, en Bretagne, notamment dans la fabrication industrielle d'emmental !

### 3. Enjeux et incertitudes de la poursuite du développement agricole régional

Les deux études, Morbihan et massif jurassien, ont mis en lumière les conditions dans lesquelles s'est opérée localement la modernisation du secteur agricole depuis une trentaine d'années ; elles ont aussi eu comme ambition de montrer selon quels mécanismes se sont instaurées des formes régionales de développement. Mais la question de la poursuite de ces modes de développement demeure posée et elle est, plus que jamais, d'actualité. Les tendances lourdes qui, par delà les spécificités régionales, ont entraîné l'une et l'autre agriculture n'aboutissent-elles pas aujourd'hui à des interrogations communes par rapport à l'avenir ? Les particularités locales ne vont-elles pas s'estomper face à une nouvelle phase de mutations agricoles ? A partir de l'analyse passée des mécanismes de développement de l'agriculture régionale, quelques **pistes de réflexion pour l'avenir** peuvent être proposées.

En arrière-plan, ce sont des questions de même nature qui se posent aujourd'hui en Bretagne et en Franche-Comté, et elles sont en grande partie la conséquence du type de développement qui a prévalu depuis une trentaine d'années et qui, au fond, procède de la même logique.

3.1. En premier lieu, ce sont des questions de **reproduction** qui apparaissent au coeur des interrogations actuelles sur la dynamique des agricultures régionales étudiées

D'une part, la très forte accumulation de capital qui s'est réalisée dans les exploitations d'élevage (bâtiments, cheptel reproducteur, consommations intermédiaires, etc.) a été impulsée à une époque (disons, avant 1974) où le capital en tant que facteur de production était relativement peu coûteux. D'autre part, elle s'est effectuée dans des unités de production qui demeureraient presque toutes exclusivement de type familial<sup>(1)</sup>. En Bretagne comme en Franche-Comté, l'évolution des trente dernières années aboutit à des unités de production hautement capitalistiques dont la pérennité est toujours dépendante d'une logique liée à la famille. Dans quelle mesure ces formes familiales peuvent-elles s'adapter aux conditions nouvelles de l'activité agricole ?

En Bretagne, le développement de l'agriculture régionale s'est appuyé au départ sur des unités de production où la force de travail était importante ; il a ensuite toléré, sinon encouragé, un exode agricole intense d'aides familiaux, aboutissant aujourd'hui à une population composée presque exclusivement de chefs d'exploitation (et de leurs conjoints éventuellement). A une période où - pyramide des âges oblige - le problème des successions va se poser de manière massive, peu nombreux sont les preneurs potentiels, avec toutes les conséquences qui peuvent en résulter sur les structures et les systèmes de production.

En Franche-Comté, des problèmes de même nature se posent désormais. Les formes spécifiques de production laitière impliquent une main-d'œuvre familiale abondante, qui s'est d'ailleurs maintenue plus longtemps qu'ailleurs, mais la forte réduction récente du nombre d'aides familiaux risque d'entraîner des difficultés supplémentaires importantes pour le maintien du « modèle jurassien » d'élevage laitier.

Les réponses aux questions ainsi posées dépendent bien sûr de l'attitude des grandes forces économiques et sociales qui orientent l'agriculture, prise dans son ensemble. Quelle est la politique de l'Etat ? Quelles stratégies les firmes agro-alimentaires cherchent-elles à appliquer ? Quels moyens techniques nouveaux sont mis à la disposition des secteurs de la production et de la transformation ? Quels objectifs les organisations professionnelles en place se donnent-elles ? Cependant les évolutions à venir sont aussi fonction des dynamiques locales qui peuvent s'esquisser.

**3.2.** Aujourd'hui certains s'interrogent, dans le milieu agricole pour savoir si d'autres systèmes de production, moins exigeants en capital, sont possibles en matière de production animale. Or, dans les deux régions étudiées, des **systèmes alternatifs** susceptibles de supplanter ceux mis en place dans la période précédente et qui reposeraient sur des combinaisons productives plus efficaces que ces derniers, ne semblent se dégager que difficilement.

Entre autres, il serait hasardeux de dire que la Bretagne et la Franche-Comté explorent beaucoup le chemin d'une agriculture « plus économe et plus autonome », ni qu'elles entonnent le refrain de la diversification. Les alternatives, la recherche d'autres combinaisons productives semblent plutôt se mettre en place dans d'autres régions ; est-ce à dire que celles qui ont le plus participé à la croissance et à la modernisation des trente dernières années sont les plus démunies pour imaginer de nouvelles voies de développement et qu'elles s'enferment dans une stratégie de fuite en avant devant les contradictions de leur mode de développement ? Si tel est le cas, des réorientations peut-être brutales sont sans doute à prévoir, et leur maîtrise risque d'être d'autant plus difficile qu'elles n'auront guère été préparées. Cette question

---

<sup>(1)</sup> On peut même dire que leur caractère familial s'est accentué depuis les années 50 : l'importance relative de la force de travail familiale dans l'agriculture s'est accrue, de même que la part des moyens de production détenus par les familles paysannes.



devient d'une brûlante actualité depuis que les quotas laitiers ont été mis en place et, plus généralement, dans le contexte de limitation de la croissance agricole au sein de la CEE.

**3.3. Les perspectives d'évolution sont aussi directement liées à la stratégie des firmes industrielles** dans la période actuelle. C'est particulièrement le cas en Bretagne où il faut rappeler le degré de dépendance considérable dans lequel s'est progressivement placé le secteur de production agricole face au capital agro-alimentaire : le comportement des firmes, dans leurs alliances et leurs conflits est un élément clé des évolutions futures. Sans doute, dans ce secteur, est-on également arrivé aujourd'hui à un tournant, vingt ans après la grande phase d'expansion des années 1960. Certaines firmes, florissantes naguère, se voient maintenant confrontées à des problèmes graves de débouchés ; des firmes internationales se désengagent du marché breton ; des firmes régionales s'internationalisent et se lancent à la conquête d'autres continents ; les frontières entre firmes privées et entreprises coopératives s'estompent de plus en plus ; des accords nouveaux remettent en cause le partage du bassin laitier breton ; des capitaux de la chimie et de la pharmacie s'intéressent à la biotechnologie, etc.

\* \* \*

Indubitablement, les agricultures régionales, surtout celles qui se sont le plus engagées dans le modèle dominant, doivent faire face, sous bien des aspects (reproduction des unités familiales, adaptation des systèmes de production, crise des débouchés, stratégie propre des firmes, rigueur de la politique agricole) à des questions essentielles.

Les deux études présentées ici n'ont pas la prétention de dissiper le brouillard qui dissimule l'avenir. Elles auront cependant atteint leur objectif si elles contribuent à mieux faire comprendre et à mieux démêler l'entrelacs de forces sociales, d'intérêts économiques, de décisions politiques qui au niveau du pays comme à celui des régions, gouvernent l'agriculture.

*Reçu pour publication en septembre 1985.*

*Lecteurs : Claude COURLET, Maître-assistant à l'Université des sciences sociales de Grenoble.*

*Robert HÉRIN, Professeur à l'Université de Caen.*

*Philippe LACOMBE, Professeur à l'École nationale supérieure agronomique de Montpellier.*

## BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

### I - GÉNÉRALITÉS

ALPHANDÉRY (P.) et al. — *Les formes de l'intensification en élevage bovin ; les cas du lait et des jeunes bovins*, Paris, INRA ESR, 1980, 409 p.

BAZIN (G.), LARRÈRE (R.) et al. — *Système agraire et pratiques paysannes dans les Monts-Dômes*, Versailles, INRA Public., 1983, 318 p.

BLANC (M.), ALLAIRE (G.). — « Types d'exploitations et couches sociales dans l'agriculture », *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, Toulouse, tome 50, fasc. 2, avril 1979, pp. 343-368.

BONNY (S.). — « Vers un autre modèle de développement agricole », *Économie Rurale*, Versailles, n° 146, nov.-déc. 1981, pp. 20-29.

COULOMB (P.), NALLET (H.). — *Le syndicalisme agricole et la création du paysan-modèle*, Paris, INRA ESR, 1980, 88 p.

DULONG (R.). — *Les régions, l'État et la société locale*, Paris, PUF, 1978.

GERVAIS (M.), SERVOLIN (C.), WEIL (J.). — *Une France sans paysans*, Paris, Ed. du Seuil, Coll. Société, 1965, 128 p.

GERVAIS (M.), JOLLIVET (M.), TAVERNIER (Y.). — *Histoire de la France rurale*, tome 4, *La fin de la France paysanne de 1914 à nos jours*, Paris, Ed. du Seuil, 1976, 667 p.

GRIGNON (C.). — *Note sur les conditions sociales de l'intensification de la production agricole, le cas de la paysannerie sarthoise*, Paris, INRA ESR, 1981, 62 p.

MULLER (P.). — *Le technocrate et le paysan*, Paris, Ed. Ouvrières, 1984, 173 p.

REMY (J.). — *Le métier d'agriculteur, façons de produire et façons d'être des agriculteurs sarthois*, tome 3, Paris, INRA ESR, 1982, 239 p.

### II - SUR LE MORBIHAN ET LA BRETAGNE

DAUCÉ (P.), LÉON (Y.). — « L'évolution de l'agriculture bretonne depuis 1850 », *Sciences Agronomiques*, Rennes, 1982-2, pp. 55-96.

GROUPE DE RECHERCHES BRETONNES. — « L'agriculture en Bretagne. Dynamisme ou domination? », *Ar Falz*, Morlaix, nouv. série, n° 13-14-15, avril-juin 1976, 127 p.

HENRY (J.-B.). — *L'industrie laitière en Bretagne*, Rennes, thèse de 3<sup>e</sup> cycle (Géographie), 1965, 169 p.

HOUÉE (P.). — « Mutation des campagnes bretonnes », *Économie et Humanisme*, Lyon, n° 279, sept.-oct. 1984, pp. 7-31.

JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest, Rennes, INRA ESR, 1980, 205 p. (Compte rendu de la journée d'études du 18 mars 1980).

LAMARCHE (H.). — *La pénétration du capitalisme dans la paysannerie morbihannaise, la région de Saint-Jean-Brévelay*, Paris, thèse de 3<sup>e</sup> cycle (Sociologie), 1974, 415 p.

LAMBERT (Y.). — *Limerzel, catholicisme et société en Bretagne (1900-1982)*, Rennes, INRA ESR, 1982, 614 p. (Thèse de 3<sup>e</sup> cycle en sociologie) et *Dieu change en Bretagne*, Paris, Cerf, 1985, 451 p.

LE LANNOU (M.). — *Géographie de la Bretagne*, tome 2, Rennes, Éd. Pléhon, 1952, 464 p.

MOUCHET (C.). — « Les comptes économiques des agricultures bretonne et bas-normande de 1950 à 1975 : une comparaison », *Cahiers Économiques de Bretagne*, Rennes, n° 4, 1981, 21 p.

### III - SUR LA FRANCHE-COMTÉ

BOICHARD (J.). — *L'élevage bovin, ses structures et ses produits en Franche-Comté*, Paris, Les Belles Lettres, 1977.

CHAPUIS (R.). — *Les ruraux du département du Doubs. Éléments de géographie sociologique*, Besançon, CETRE, 1982.

CLAVAL (P.). — *Atlas et géographie de la Haute-Bourgogne et de la Franche-Comté*, Paris, Flammarion, 1978.

DION-SALITOT (M.), DION (M.). — *La crise d'une société villageoise*, Paris, Éd. Anthropos, 1972.

« Dynamique franc-comtoise », *Société française*, Paris, n° spécial, 1984.

HAIRY (D.), PERRAUD (D.). — *Problèmes d'organisation de l'économie laitière*, fasc. 1, *Études régionales. Les bassins laitiers du Nord-Est et de l'Est Central*, Paris, INRA ESR, 1977.

MAYAUD (J.-L.). — *Les paysans du Doubs au temps de Courbet*, Paris, Les Belles Lettres, 1979.